Médecins et RGPD

écrit par Marine de la Clergerie | 20/11/2024
Vous êtes médecin et vous vous interrogez sur vos obligations dans le cadre de la règlementation relatives à la protection des données à caractère personnel (loi informatique et liberté, RGPD) ?

Plusieurs ressources spécifiques sont à votre disposition :

- Le guide pratique sur la protection des données personnelles (2018) rédigé par le Conseil National de l'Ordre des Médecins (CNOM) avec la CNIL
- Le référentiel relatif aux traitements de données à caractère personnel destinés à la gestion des cabinets médicaux et paramédicaux de la CNIL
- Une FAQ de la CNIL

Les sanctions prononcées par la CNIL concernant des médecins :

Date	Type d'organisme	Manquements principaux/thème	Décision adoptées
31/01/2024	CHIRURGIEN DENTISTE (procédure simplifiée)	Défaut de sécurité des données Non respect du droit d'accès (données de santé)	Amende administrative de 5 000 euros
29/02/2024	CHIRURGIEN DENTISTE (procédure simplifiée)	Défaut de sécurité des données Non respect du droit d'accès (données de santé)	Amende administrative de 4 000 euros
10/06/2024	MEDECIN GENERALISTE (procédure simplifiée)	Non respect du droit d'accès (dossier médical) Défaut de coopération avec la CNIL	Amende administrative de 4 000 euros et injonction

05/09/2024	SOCIETE SPECIALISEE DANS L'EDITION ET LA VENTE DE LOGICIELS DE GESTION AUX MEDECINS	Absence de demande d'autorisation auprès de la CNIL (entrepôts de données de santé) Obligation de traiter les données de façon licite	Amende administrative de 800 000 euros
30/09/2024	ASSOCIATION AYANT POUR OBJET LA CREATION D'UN RESEAU DE SANTE PSYCHIATRIQUE (procédure simplifiée)	Défaut de coopération avec la CNIL Non respect du droit d'accès	Amende administrative de 3 000 euros
11/10/2024	ORTHOPHONISTE (procédure simplifiée)	Absence de réponse à l'injonction et non conformité (procédure d'injonction)	Liquidation d'astreinte de 4 000 euros
17/10/2024	CHIRURGIEN DENTISTE (procédure simplifiée)	Non respect du droit d'accès (dossier médical) Défaut de coopération avec la CNIL	Amende administrative 3 000 euros et injonction
08/02/2023	MEDECIN GENERALISTE (procédure simplifiée)	Non respect du droit d'accès Défaut de coopération avec la CNIL	Amende de 3 000 euros et injonction

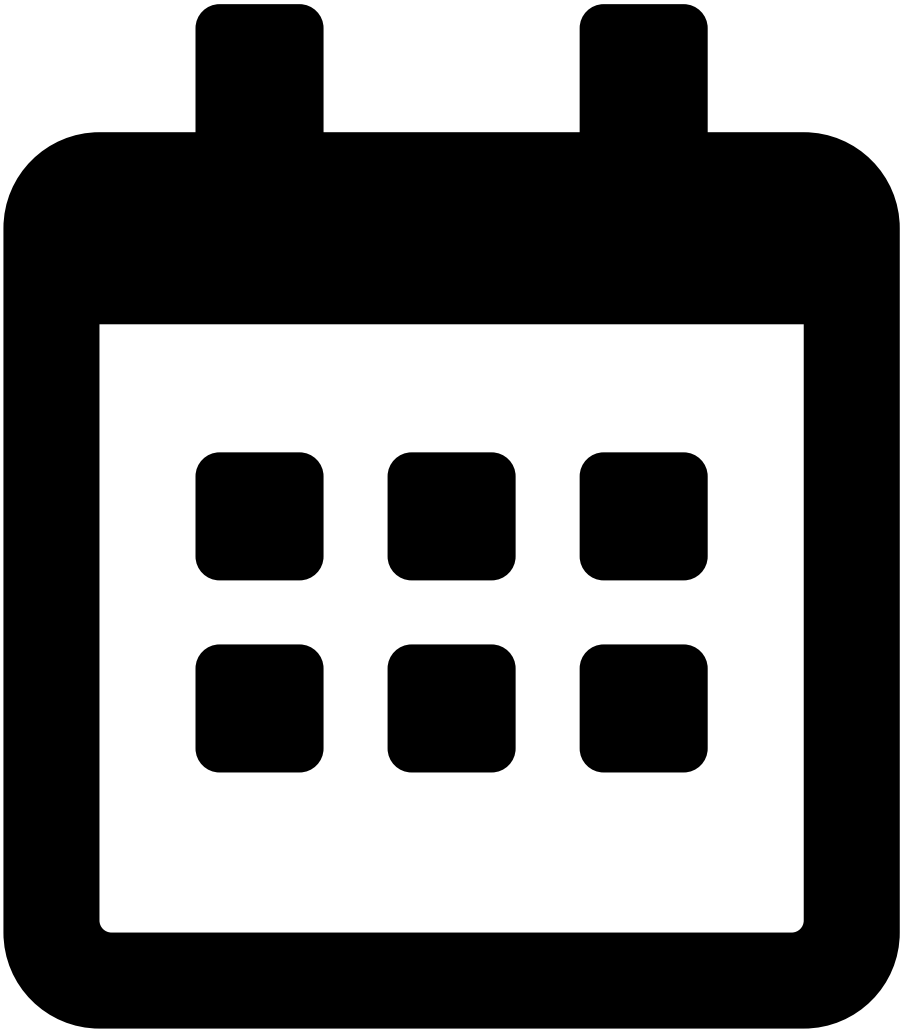
12/05/2023	CHIRURGIEN DENTISTE (procédure simplifiée)	Non respect du droit d’accès Défaut de coopération avec la CNIL	Amende de 4 500 euros et injonction
22/11/2023	ORTHOPHONISTE (procédure simplifiée)	Défaut de coopération Droit d’accès pour les données de santé	Amende de 5 000 euros et injonction
27/12/2023	MEDECIN PEDIATRE (procédure simplifiée)	Défaut de coopération avec la CNIL	Amende de 1 000 euros
29/12/2022	MEDECIN (procédure simplifiée)	Non respect du droit d’accès Défaut de coopération avec la CNIL	Amende de 5 000 euros et injonction sous astreinte
29/12/2022	MEDECIN (procédure simplifiée)	Non respect du droit d’accès Défaut de coopération avec la CNIL	Amende de 5 000 euros et injonction sous astreinte

07/12/2020	MÉDECIN	Manquement relatif à l'obligation d'assurer la sécurité des données ; manquement relatif à l'obligation de notification d'une violation de données	Sanction pécuniaire de 3 000 euros
07/12/2020	MÉDECIN	Manquement relatif à l'obligation d'assurer la sécurité des données ; manquement relatif à l'obligation de notification d'une violation de données	Sanction pécuniaire de 6 000 euros
18/05/2017	CABINET MEDICAL	Non-respect du droit d'accès, défaut de réponse aux demandes de la CNIL	Sanction pécuniaire publique

Source : https://www.cnil.fr/fr/les-sanctions-prononcees-par-la-cnil

Marine de la Clergerie (Consultation, LinkedIn, Demande de devis) est avocat au Barreau de Toulouse. Ses locaux sont situés 43 rue Achille Viadieu à Toulouse (métro Saint-Michel). Elle est spécialiste en droit du numérique et des

communications, avec la qualification spécifique droit des données à caractère personnel. Elle intervient principalement en droit du numérique, droit des contrats, droit des données personnelles, droit de l'internet et du e-commerce, noms de domaine, DPO externe, en conseil, précontentieux et contentieux.



Demander un devis (gratuit)